

Mes questions nationales

Jérémie McEwen

Numéro 81, été 2020

Le pays incertain

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/93726ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

McEwen, J. (2020). Mes questions nationales. *L'Inconvénient*, (81), 29–32.

Mes questions nationales

ESSAI Jérémie McEwen

J'aimerais croire qu'il est permis d'être optimiste. Je regarde un monde qui s'en va, celui des partis libéral et québécois, et je regarde le Québec qui dit pour de bon adieu aux années 1960 et à Jean Lesage. J'avais tellement hâte, ça a été long, j'ai failli suivre mes amis de jeunesse, avec qui je balançais les pancartes du Oui en 1995, dans leur désinvestissement du politique pur et simple, le faisage d'argent pour les uns, les paradis artificiels pour les autres, tous parés des habits d'un anarchisme non militant, paresseux ou, pire, libertarien. J'ai failli mais j'ai résisté, par acte de foi dans l'idée que périodiquement le Québec crée du nouveau, des manifestes, des partis qui redéfinissent les termes du débat, qui recommencent à neuf dans ce marécage national que nous sommes, ce flou artistique qui s'exporte si bien mais qui sait si peu comment être chez lui. J'ai failli fuir, dans mes terres lettonnes ancestrales, où

ils ne sont que le quart de la population du Québec mais où ils existent nationalement, dans leur langue et leurs traditions, dans une fierté qui n'est pas sans débordements par la droite mais qui, au moins, est là.

J'ai l'impression que toute la jeunesse de ma vie politique s'est vécue sur le mode de la nostalgie des rêves nationaux d'antan. Il y avait deux rêves, essentiellement. D'abord, il y avait celui de ma maison, où on respirait tous les jours les nuées d'un Québec fort dans un Canada uni, le songe libéral dans un sommeil dogmatique national paradoxal, qui m'enchantait sans même que je m'en rende compte, dans l'imaginaire de quelqu'un d'autre, d'un autre temps, au croisement des blagues d'Yvon Deschamps et du sérieux de Mordecai Richler. Ensuite, il y avait le rêve des maisons de mes amis du Plateau-Mont-Royal, avec leurs pancartes et leur Parizeau déchu, les soupirs de découragement d'un dur

réveil vécu plus de deux fois, vécu tous les jours, d'un projet qui n'arrivait pas à voler, il faisait seulement des bonds pour retomber au sol chaque fois, sur les talons, avec le choc de l'atterrissage qui résonne dans la colonne vertébrale, l'électricité qui paralyse jusque dans les épaules. Je croyais à vingt ans que la politique était une affaire triste, une affaire de menton Mulroney et de sourcils Bouchard, sévères, pointus, graves dans leur éternelle digestion d'un monde d'hier, papiers jamais signés à l'appui, comme un vieux couple qui ne voit même plus l'intérêt de se chicaner sur la façon d'élever les enfants.

Mais aujourd'hui j'aimerais pencher vers l'optimisme. Le Québec est mené depuis 2018 par un parti d'anciens souverainistes, en tout cas presque tous, qui s'affichent comme des nationalistes sans gêne, et qui posent des gestes d'affirmation nationale sans s'encombrer des vieux rêves de pays, ils ont raison, je le crois de plus en plus. Devant la CAQ grandit la gauche souverainiste de QS, dont l'élan a dépassé, dirait-on, les années 1970, avec des idéaux syndicaux liés aux identités autochtones et à l'environnementalisme, à l'altermondialisme, mais qui peine à prendre le pas sur l'autonomisme caquiste, qui refuse de passer outre l'idée d'un État souverain, or c'est la voie à suivre, je le pense maintenant, quelque chose comme un autonomisme adéquiste, mais de gauche.

J'ai envie d'être optimiste, en un mot, parce que les deux partis d'avenir au Québec sont nationalistes, soit ex-souverainistes, soit postsouverainistes, mais certainement québécois avant d'être canadiens. Les deux vieux partis n'arrivaient plus à définir leur place sur l'échiquier, à l'extérieur des châteaux forts de l'ouest de Montréal, éternellement rouge tomate écrasée, et de quelques autres picots bleu foncé éparpillés comme des étangs stagnants. S'ils n'arrivent plus à rien, les deux vieux partis, c'est parce que le Québec ne se définit plus de manière dichotomique, binaire, stupide, entre le Oui et le Non, et le souffle frais des deux nouveaux partis qu'a généré l'élection de 2018, dans tous ses aspects, marque l'arrivée au pouvoir, au Québec, de cette idée : un nationalisme post-souveraineté étatique, un nationalisme post-pays, qui selon moi est possible et porteur. Le Québec ne possédera peut-être jamais d'armée, mais il peut néanmoins être souverain, il commence à l'être de plus en plus, nous en avons eu une autre preuve marquante pendant la crise du coronavirus, François Legault

était le seul vrai chef ici, pendant que la population attendait impatiemment que Trudeau daigne copier ses méthodes.

J'aimerais opter pour l'optimisme et dépasser la nostalgie du rêve d'un pays doté de frontières gardées, car l'avenir est désormais ailleurs. Il faut bien le dire, toutefois, le concept de « postnational » est un non-sens au Canada, parlez-en à monsieur Trudeau, surtout avec l'éclosion des nationalismes autochtones partout au pays ; mais au Québec, nous en sommes bel et bien à l'ère du dépassement de la volonté d'un État souverain, la force de la victoire de Legault l'a prouvé, et il gagnera au moins une fois encore, parions-le.

Digérer la fin du rêve d'un pays québécois, c'est digérer une fois pour toutes non pas les deux échecs référendaires, cela est fait, j'ose le croire, mais plutôt l'accomplissement de la logique partisane. Celle-ci existe sur un autre plan que celui des luttes habituelles entre pays sur le front, sur la frontière, le Québec existe désormais dans les luttes souterraines, en deçà de la table onusienne. Il faut lire et relire *Théorie du partisan* de Carl Schmitt, qui date de 1962 : les forces politiques dominantes ne sont plus les États souverains, ce sont les combattants irréguliers, les forces subreptices, voire les entreprises privées, dirait un penseur de gauche qui veut tirer les idées de Schmitt de son bord. En ce sens, l'ère du postpays québécois, osons le penser, pourrait devenir un modèle de logique partisane, mais purgée des excès de lutte totale dans la violence totale décrits avec le sang toujours trop froid de Carl Schmitt au début des années 1960, puisque Schmitt a trop erré, c'est connu, sous le national-socialisme, quoi qu'il ait pu en dire Raymond Aron par la suite, pour qu'on se permette de le récupérer sans nuances. Aron a eu tort de ne pas ranger Schmitt dans la colonne des nazis, c'est aujourd'hui une évidence ; et dans sa *Théorie du partisan* Schmitt se montre obsédé par le sang, comme si la violence était encore et toujours la seule façon de continuer la politique par d'autres moyens, selon l'injonction usée de Clausewitz. Le partisan schmittéen, engagé totalement dans une lutte non rangée en tranchées de guerre ordinaire (le terroriste, finalement, diraient certains pour couper court), n'est plus la seule incarnation du politique dans un monde où l'État souverain n'est plus le centre des forces en jeu. Dépasser l'idée de pays, ça peut se faire tout doucement, canadiennement, et c'est précisément

ce qui se passe au Québec depuis deux ans, sans boîtes aux lettres qui sautent, sans enlèvements et sans nostalgie qui n'en finit plus de se pâmer sur les échecs du passé et les presque réussites.

Quand il n'est plus si jeune, l'optimisme devient autre, il devient lui-même paradoxal, inquiet – j'ai parlé ailleurs d'optimisme identitaire pour évoquer ce paradoxe – alors que la question identitaire québécoise est presque toujours récupérée par le discours passéiste de l'effritement. Mon optimisme aujourd'hui est inquiet parce qu'il croit au futur, sans pouvoir définir ce que « nous » voulons précisément, ce que « nous » serons, comme on pouvait le faire dans l'ancienne idée de pays souverain, laquelle est aujourd'hui devenue une coquille creuse dénoncée autant par les identitaires frustrés de droite que par les criards anticapitaux de gauche. Le seul terme qui définit mon optimisme national serait le suivant : une volonté d'autonomie, qui par définition n'a pas besoin du légal pour devenir réelle, retournons lire notre Kant.

Maintenant que nous y sommes, que le nationalisme est au pouvoir pour une génération entière semble-t-il, puisque QS me semble le seul parti susceptible de prendre les rênes des mains de la CAQ dans les dix prochaines années, on fait quoi ? Le nationalisme, qui est devenu un état de fait au Québec, malgré la bien-pensance de quelques idéologues postnationaux à Montréal, est fondamentalement sans projets pour l'instant ; c'est une nation sans nation. On parle souvent de l'exception que représente l'environnementalisme québécois, mais c'est assez court, et relativement faux, si l'on pense à la Californie, par exemple, ou encore à la Colombie-Britannique. La laïcité, présentée comme un idéal progressiste pouvant unifier les Québécois par le chef du Bloc lors des dernières élections fédérales, n'est pas un projet social, c'est une signalisation routière, au mieux. Autant chez QS qu'à la CAQ, où sont les rêveurs ? Le rêve de Catherine Dorion, de l'amour libre et de l'argent investi en culture est insuffisant. Ce sont là les rêves de mes parents, des choses largement faites, ce ne sont pas des rêves miens. Le rêve de François Legault, c'est quoi, au-delà des ministres-machines et de l'État huilé comme le moteur d'un Dodge Ram ? Je répète : quels sont nos rêves ?

Le pragmatisme des partis nouveaux ne doit pas se fermer aux idées de grandeur qui les ont fait naître au parlement. C'est comme

si, à gauche comme à droite, la logique de l'efficacité avait gagné sur tous les fronts. En écoutant cet hiver le balado *J'aime Hydro*, un an après avoir été jeté sur le cul par la pièce de théâtre, en revisitant cet objet culturel censé représenter l'engagement dans ce qu'il a de plus beau, je me suis étonné de constater à quel point le mot *rentabilité* était au cœur du discours de Christine Beaulieu. L'environnement est devenu une question comptable comme les autres, pour reprendre le langage de nos adversaires, je connais la stratégie, et cette stratégie a de sérieuses limites. J'ai moi-même adopté cette façon de faire en réfléchissant à la façon de renouveler la pertinence de la philosophie au collégial, en acceptant d'utiliser le langage utilitariste des fonctionnaires de Québec, parce que oui, la philo mène à une panoplie de jobs payants utiles pour la société, ça a été prouvé mille fois. Mais cette stratégie a des limites, parce qu'elle ne rêve pas, elle effectue.

Gérard Bouchard faisait paraître l'an dernier un essai qui posait cette même question à propos des nations en général, *Les nations savent-elles encore rêver ?*. Il affirme en conclusion que, « pour une durée qu'il est impossible de préciser, l'État, la nation et les mythes nationaux vont survivre ». Il a bien sûr raison, mais en ce qui concerne le Québec, tout cela peut exister sans pays, lequel n'existera peut-être jamais. Les nations du Québec et leurs mythes identitaires sont plus forts que jamais, les discours de sens ne manquent pas ici, ils pullulent. Qu'ils soient détachés de l'idée d'État souverain est peut-être souhaitable, si nous voulons devenir véritablement souverains, au-delà de ce que cela signifiait en 1976.

La nation québécoise doit devenir les nations québécoises. Oui, il faut inventer le multiculturalisme du Québec, qu'on s'évertuera dans certains cercles à nommer *interculturalisme*, soit, mais ces débats me semblent sibyllins, et ancrés dans une logique spéieuse. La seule culture commune du Québec sera la langue et le territoire, comme au Canada. Il faut que les mythes fondateurs du rappeur d'origine congolaise KNLO d'Alclair Ensemble rencontrent ceux de l'artiste visuelle anishnaabe Caroline Monnet. Il faut que les rêves du cinéaste manitobain et Québécois d'adoption Matthew Rankin rencontrent ceux de la chanteuse gaspésienne Marie-Pierre Arthur. Et toutes ces rencontres se feront en français, c'est d'ailleurs déjà le cas.

Les meilleurs bogues de L'INCONVÉNIENT en livre de poche



50 vignettes satiriques
sur les travers de notre temps

Commandez en ligne
www.inconvenient.ca

Ce n'est pas tellement qu'il faille davantage d'argent en culture, quoique je le souhaite assurément, il faudrait surtout que les politiciens écoutent les artistes. Le fait d'être « québécois » ne disparaîtra pas dans la pluralité des rencontres, mais au contraire cela s'enrichira, se multipliera, existera en mouvement, ce qui est bel et bien la seule façon d'exister. Il faut se défaire de l'idée qu'un multiculturalisme québécois doit nécessairement être chapeauté par le Canada : nous n'avons jamais été chapeautés sur le plan culturel et nous ne le serons plus, pour un bon moment au moins, sur le plan politique. Il faut faire confiance au multiple, l'idée de l'un nous fait regarder en arrière, Plotin aura toujours tort, parce que la nostalgie platonicienne du paradis perdu ne règle rien d'un point de vue politique.

Le multiculturalisme inquiète depuis longtemps, au Québec. Il est devenu synonyme de l'assimilation de la minorité francophone au sein de la mosaïque canadienne à l'anglaise. Nous devons dépasser cette inquiétude, ou plutôt la digérer : mes étudiants maghrébins de Laval ne remettent pas en question la préséance du français, mes amis haïtiens, sénégalais, éthiopiens et béninois non plus. Le multiculturalisme francophone n'est pas une lubie, ce n'est même pas un rêve : c'est un projet en marche, c'est la grande nation québécoise, qui se nourrit des nationalismes multiples qui la composent. Mon inquiétude optimiste devient projet, et maintenant, la vraie angoisse commence. Tout est possible : alors, on fait quoi ? ■

Jérémie McEwen est essayiste, chroniqueur à ICI Première (C'est fou ; On dira ce qu'on voudra) et professeur de philosophie au Collège Montmorency. Il a publié, aux éditions XYZ : *Philosophie du hip-hop* (2019) et *Avant je criais fort* (2018).